

## Réunion des services secrets des Grands Lacs à Lubumbashi

MISNA, 22 février 2012 Les responsables des services secrets des 11 États membres de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (Cirgl), rassemblés depuis ce mercredi à Lubumbashi (Congo), aspirent à instaurer un comité central de coordination de leurs activités à Goma (dans le Nord-est de la République Démocratique du Congo) et à élaborer des mesures et des stratégies visant à éliminer les menaces dans la région. En novembre dernier, ces mêmes dirigeants s'étaient rencontrés à Bujumbura (Burundi) pour jeter les bases d'une coopération renforcée et d'opérations militaires conjointes contre les leaders des "forces négatives" dans la région. Selon un responsable des services secrets congolais, les travaux de Lubumbashi devraient également porter sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, qui alimente de nombreux conflits dans la région.

La réunion de Lubumbashi, qui voit la participation d'experts d'Afrique du Sud et du Soudan du Sud en tant qu'observateurs, vise officiellement des groupes rebelles installés pour la plupart dans l'Est de la République Démocratique du Congo, comme les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (Fdlr), des combattants Maï-Maï, ou encore des déserteurs rwandais passés à la lutte armée et des hommes du mouvement burundais des Forces nationales de libération (Fnl). Mais la rébellion qui n'a cessé de sévir dans la région depuis 25 ans est l'Armée de résistance du seigneur (Lra), d'origine ougandaise, contre laquelle un contingent américain a été mobilisé à Obo pour appuyer aux côtés des soldats centrafricains. La Déclaration de Nairobi adoptée par la Cirgl le 15 décembre 2006 engage les gouvernements de la région à coopérer dans le cadre de la lutte contre les groupes rebelles et de la gestion conjointe de la sécurité. L'option militaire suscite les fréquentes critiques des sociétés civiles des États impliqués. En effet, des rares résultats obtenus, les offensives militaires s'accompagnent le plus souvent du déplacement forcé des populations riveraines et de victimes innocentes dues à la fréquente confusion opérée par les militaires entre rebelles et réfugiés civils désarmés. Dans certains cas, on dénonce même des relations de connivence entre rebelles et militaires.